Juin-Juillet 2022

Perspectives commerciales ACCA

L'ACCA est la voix des exportateurs agroalimentaires

L'ACCA présente à la douzième conférence ministérielle de l'OMC

La 12e conférence ministérielle (CM12) a eu lieu du 12 au 17 juin au siège social de l'OMC, à Genève. La dernière conférence ministérielle (CM11) ayant eu lieu en 2017, on espérait vivement l'atteinte de résultats concrets. Bien que la CM12 ait permis de sécuriser un bouquet de retombées que plusieurs ont salué comme succès majeurs, notamment en matière de sécurité alimentaire et de reconnaissance du rôle de la science en matière sanitaire et phytosanitaire, beaucoup reste à faire, et ce, dans plusieurs domaines clés : en particulier sur le plan de la réforme des politiques commerciales agricoles, des préoccupations liées au système de règlement des différends, des subventions nationales, de la transparence et de l'accès aux marchés.

Dans le cadre de la préparation en vue de la CM12, l'ACCA a joint sa voix à celle du Groupe de Cairns (en anglais seulement) pour demander une « une réforme urgente du commerce des produits agricoles pour relever les défis mondiaux de la sécurité alimentaire, du changement climatique et de la faim », compte tenu du fait que l'agriculture demeure l'un des secteurs au sein desquels la concurrence est la plus faussée au sein des marchés internationaux. De plus, l'ACCA a mené une coalition de représentants de fermiers et de producteurs agricoles (en anglais seulement) de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, de la Colombie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud et des États-Unis, pour réclamer une ambition renouvelée pour les pourparlers sur les échanges de produits agricoles.

(G-D) Greg Northey (ACCA), Claire Citeau (ACCA), Ministre du Commerce International Mary Ng

Greg Northey, Vice-président de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA) et chef de la délégation de l'ACCA à la CM12, à Genève, a publié une conclusion prudemment optimiste, déclarant la suivante :

« Bien que nous devions examiner les détails attentivement, il est encourageant de constater que les membres de l'OMC souhaitent une collaboration d'envergure internationale sur les enjeux liés à la sécurité alimentaire mondiale, la libéralisation économique des marchés de produits agricoles, l'encadrement des échanges commerciaux, et qu'ils souhaitent mettre la science au cœur de l'élaboration des cadres réglementaires. Il sera primordial de voir à ce que nous passions de la parole aux actes. »

Conférence de presse tenue par (L-R) Peter Bachmann (USA Rice), Greg Northey (ACCA), Caio Carvalho (ABAG)

Consultez la déclaration intégrale ici (en anglais seulement).

Fawn Jackson (CCA), Greg Northey (CAFTA), Randy Hoback (Député), Bob Lowe (CCA)

La Directrice générale de l'OMC Ngozi s'exprimant lors d'un événement organisé par la Chambre de commerce internationale

Résultats de la CM12

En ce qui concerne les décisions notables en matière d'agriculture, on compte une Décision ministérielle sur l'exemption des prohibitions ou restrictions à l'exportation pour les achats de produits alimentaires à des fins humanitaires du Programme alimentaire mondial (PAM) ainsi qu'une Déclaration ministérielle sur la réponse urgente à l'insécurité alimentaire. De plus, une Déclaration relative aux questions sanitaires et phytosanitaires (SPS) sur la réponse aux défis susceptibles d'avoir une incidence notable sur les échanges internationaux de produits alimentaires, d'animaux et de végétaux a été adoptée par les Ministres dans le cadre du comité SPS. Il s'agit d'une déclaration importante puisqu'elle reconnait l'arrivée de « nouvelles pressions » susceptibles d'avoir des conséquences sur la nourriture, les animaux et les plantes ainsi que l'importance que toute nouvelle mesure commerciale soit fondée sur des données scientifiques.

Parmi les autres retombées, on compte la Déclaration ministérielle sur la réponse de l'OMC à la pandémie actuelle et aux pandémies futures, qui comporte une dérogation à certaines prescriptions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, une Décision ministérielle sur le Programme de travail sur le commerce électronique, ainsi qu'un Accord sur les subventions à la pêche.

Les participants de la CM12 ont demandé au Conseil général de tenir des consultations sur la date et l'emplacement de la 13e conférence ministérielle de l'OMC (CM13). On s'attend à ce que la CM13 se tienne à la fin de l'année 2023, donc dans seulement 18 mois. Deux pays briguent la tenue de cette conférence, soit le Cameroun et les Emirates arabes unis (EAU).

Puisqu'il reste beaucoup à faire, l'ACCA va continuer de travailler au cours des prochaines semaines et des prochains mois avec les représentants canadiens de l'OMC, les responsables du commerce et d'autres décideurs politiques et administratifs, ainsi que d'autres parties prenantes alliées, afin de voir à ce que les résultats de la CM12 soient bonifiés et servent de tremplin pour d'autres initiatives.

Sur la colline Parlementaire

Le 30 mai, les directeurs de l'ACCA se sont réunis à Ottawa dans le cadre d'une planification stratégique et ont eu l'occasion de rencontrer David Morrison, sous-ministre du Commerce international. La réunion a été l'occasion de discuter d'un large éventail de défis et d'opportunités à venir pour les exportateurs agroalimentaires du Canada, ainsi que de discuter d'une collaboration sur des objectifs communs. L'ACCA a également participé à un forum sectoriel avec la ministre Ng afin de discuter des objectifs du Canada en

vue de la CM12. La discussion était menée par le conseil consultatif Le Groupe d'Ottawa.

La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, lors d'une réunion virtuelle avec la ministre Ng et l'ambassadeur du Canada à l'OMC, M. DeBoer.

De plus, les travaux parlementaires ont été ajournés le 23 juin dernier et devraient être repris le 19 septembre prochain. Les élus, les bureaux ministériels et les membres de l'opposition poursuivent leur travail et l'ACCA se tient activement à l'affût et aux aguets des nouvelles commerciales et des changements de personnel au sein des équipes politiques et administratives, qui sont généralement plus fréquents durant la saison estivale.

Mises à jour sur les accords de libre-échange

Stratégie indo-pacifique : comité consultatif

Le 9 juin, la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, a annoncé la mise sur pied du comité consultatif indo-pacifique chargé de formuler des perspectives et des recommandations indépendantes sur la future stratégie indo-pacifique du Canada. Parmi les membres notables du comité, on compte Dominic Barton, ancien ambassadeur du Canada à Pékin et ancien président du Conseil consultatif sur la croissance économique, et responsable (en anglais seulement) du *Rapport Barton*. Ce rapport met en exergue le rôle du secteur agricole comme engin de l'activité économique et de la performance des exportations.

Accord de libre-échange Canada–Grande-Bretagne

Une deuxième ronde de négociations entre la Grande-Bretagne et le Canada dans le cadre des pourparlers pour la mise en place d'un accord de libre-échange bilatéral a eu lieu durant la semaine du 20 juin. Pour de plus amples renseignements, consultez notre déclaration (en anglais seulement) à ce sujet. Nous poursuivons notre veille de ces pourparlers par l'entremise de communications fréquentes auprès des responsables et des décideurs politiques.

APEG Canada-Inde

L'ACCA a rencontré le haut-commissaire de l'Inde au Canada, l'honorable Ajay Bisaria, le 9 juin dernier. La discussion a porté sur la coopération grandissante entre les deux pays sur le plan agroalimentaire, ainsi que sur les négociations en cours en vue d'un accord de partenariat économique global (APEG).

G-D: Greg Northey ACCA VP, Claire Citeau (ACCA) et Haut Commissaire Ajay Bisaria.

Le 27 juin, le premier ministre Justin Trudeau a rencontré le premier ministre de l'Inde, Narendra Modi, lors du Sommet

du G7 pour discuter de commerce et d'agriculture. Dans le cadre de cette rencontre, les deux leaders politiques se sont engagés à renforcer la coopération entre les deux pays, notamment sur le plan bilatéral.

Négociateurs du Canada (gauche) et de l'Inde lors d'une table ronde avec des représentants du milieu des affaires, à Ottawa.

D'autres mises à jour commerciales

Sommet du G7

Les dirigeants du G7 se sont rencontrés à Elmau, en Allemagne, du 26 au 28 juin dernier, et étaient accompagnés des dirigeants de l'Argentine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Sénégal, de l'Afrique du Sud et de l'Ukraine. Les dirigeants du G7 ont bonifié leur soutien financier à l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (en anglais seulement) en s'engageant à y verser 4,5 G$ US, tout en convenant de maintenir les marchés de produits agricoles et alimentaires ouverts. D'ailleurs, les pays du G7 ont réitéré leur volonté de retirer toute barrière au commerce non nécessaire et de cesser toute pratique anticoncurrentielle, ainsi que de poursuivre la réforme de l'OMC et les efforts de modernisation, dans l'optique « de façonner un environnement commercial juste, prévisible et stable ».

Le Sommet des Amériques aux É-.U.
Les États-Unis ont accueilli la neuvième édition du Sommet des Amériques (en anglais seulement) à Los Angeles, en Californie, du 6 au 10 juin dernier. Le Sommet était axé sur la « construction d'un avenir durable, résilient et équitable » sur le continent américain par l'entremise de la coopération sur les plans de la relance économique, du changement climatique, de la santé et de l'immigration. Le *Americas Partnership for Economic Prosperity Initative* (en anglais seulement) invite les pays membres à collaborer sur les enjeux liés au commerce, au changement climatique, au renforcement de la chaîne d'approvisionnement et à la création de capital humain et social. L'ACCA continue de suivre ces dossiers de près.

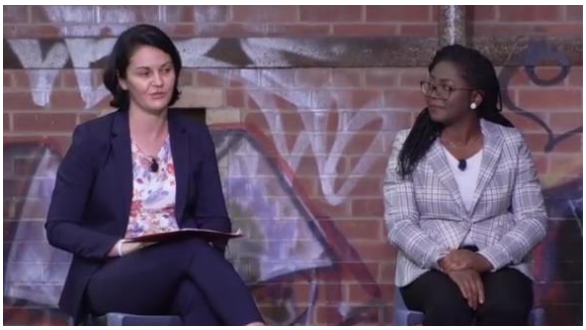
Mises à jour sur l'OMC et d'autres sujets connexes

Rencontre sur l'agriculture : la CM12, la sécurité alimentaire, Nairobi et les décisions de Bali
Le comité de l'agriculture salue (en anglais seulement) les résultats sur l'alimentaire et l'agriculture atteints dans le cadre de la CM12. Le 27 juin dernier, le comité a présenté son nouveau président, M. Marcel Vernooij, des Pays-Bas. Les discussions portaient principalement sur l'impact des déclarations de la CM12, avec une attention particulière portée sur l'enjeu de la sécurité alimentaire. Les membres ont continué à examiner les multiples politiques sur l'agriculture et à considérer les problématiques liées à la mise en œuvre des Décisions ministérielles de Bali et de Nairobi.

Autres représentations notables de l'ACCA

Dans le *The Globe and Mail* : l'agriculture durable

La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, a participé à un panel sur le rôle de la durabilité dans le commerce. Citeau a mis l'accent sur les multiples stratégies que les exportateurs agroalimentaires mettent de l'avant pour assurer la durabilité sociale, environnementale et économique de leurs activités.



La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, à l'activité présentée par le Globe and Mail à Toronto

Elle a dit : « si nous ne réfléchissons pas à l'agriculture au Canada dans une perspective mondiale, nous risquons de passer à côté de grandes avancées ». Les experts ont discuté du commerce comme clé à la durabilité, puisque le libre marché facilite non seulement l'accès aux nouvelles technologies, mais il permet aussi aux exportateurs du secteur d'exporter de la nourriture produite de manière responsable et de haute qualité.

En rappel :

L'OMC lance la carte de connectivité commerciale pour mettre en exergue le commerce bilatéral entre les pays : WTO rolls out Trade Connectivity Heatmap to highlight bilateral trade between economies (en anglais seulement)
Déclaration ministérielle du Groupe d'Ottawa sur la réforme de l'OMC
La ministre Ng signe le nouvel Arrangement mondial sur le commerce et le genre avec le Chili et la Nouvelle-Zélande
Affaires mondiales Canada publie son Plan ministériel 2022-2023

Nous joindre : www.cafta.org ou info@cafta.org **Suivez-nous** : @CAFTA_ACCA